

Résumé Focus Migration

Mercredi 13 avril, les membres et partenaires de CGLU se sont réunis lors d'un événement d'échange entre pairs, sur le thème des actions des gouvernements face aux crises et aux migrations.

Un focus sur la situation des réfugiés Ukrainiens et les enjeux spécifiques liés à leur accueil ont eu lieu.

Susanne Klink, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, a rappelé la situation critique de l'Ukraine : plus du quart de la population a dû fuir son logement. Il s'agit de la crise de réfugiés européenne la plus importante depuis la 2nde guerre mondiale.

De nombreuses personnes n'ont pas accès aux ressources de base.

Selon les estimations, 90% des migrants sont des femmes et des enfants.

Les villes ont ici un rôle fondamental à jouer, se trouvant en première ligne de la crise : elles ont le défi de fournir les services de base et de combler les besoins vitaux, mais aussi d'amorcer un mécanisme de coordination entre les acteurs. De plus, de nombreux obstacles rencontrés par les migrants peuvent être dépassés grâce aux collectivités : par exemple l'ouverture d'un compte en banque, l'accès à un salaire.

Simone Giovetti, chef de service International Europe Crise à Cités Unies France, a présenté les actions du Groupe de travail pour la prévention et la gestion des crises, duquel fait partie CUF.

Le groupe de travail, avec UN Habitat et des opérateurs de l'aide humanitaire et du développement ont construit ensemble une plateforme qui permet un échange plus approfondis entre ces différents acteurs, et des réflexions sur la durabilité des actions de gestions des crises.

L'objectif est de promouvoir le rôle des collectivités qui peuvent jouer un rôle dans les phases de reconstruction post-crisis, sans pour autant sauter les étapes initiales pendant la crises, dans lesquelles les collectivités doivent être impliquées.

Le groupe de travail a également pour but de permettre aux collectivités de dialoguer avec les autres acteurs présents sur le terrain.

La coordination entre les différents acteurs, publics, humanitaires est également nécessaire, bien que leurs différences de fonctionnement créent de la difficulté.

En effet, si l'approche humanitaire des crises est coordonnée au niveau central, ça n'est pas encore le cas au niveau local.

Les collectivités manquent bien souvent de moyens et leur fonctionnement est parfois fragile, ce qui les limite dans la mise en place des différentes étapes pour l'accueil des déplacés. Le groupe de travail tente de répondre à ces difficultés à travers le fonds de solidarité international. Les bénéficiaires du fond sont les collectivités, qui doivent obtenir les moyens de répondre à la crise.

Mais l'enjeu mis en avant par le groupe de travail est de toujours garder en considération la population locale, qui est parfois déjà en situation précaire bien avant la crise. L'arrivée massive de migrants ne fait qu'aggraver la fragilité des habitants.

L'aide apportée aux municipalités grâce au fonds est pensée pour prendre en compte cet équilibre entre soutien des réfugiés et situation de la population locale.

Précisément sur la crise ukrainienne, la typologie des réfugiés est différente des crises précédentes : il y a peu de camps de réfugiés, la plupart logent chez des proches. L'enjeu est aujourd'hui de comprendre où se trouve les déplacés, et quels services les municipalités doivent fournir aux migrants ou aux familles qui les hébergent.

Les réfugiés étant principalement logés par des particuliers, ils nécessitent moins de prise en charge directe par l'agence des nations unies par exemple. Ce sont les collectivités qui ont la charge de soutenir les familles d'accueil et les réfugiés s'installant dans leur ville.

Un fonds de solidarité pour répondre à la crise en Ukraine a donc été lancé. Les dons iront soutenir les collectivités frontalières en difficultés ou les collectivités ukrainiennes directement, selon la situation et les besoins. Les réfugiés vont peut-être progressivement revenir en Ukraine, mais si la crise dure ceux-ci risquent de rester dans les pays frontaliers.

Dans ce contexte, les Associations Nationales des pouvoirs locaux sont des acteurs très importants, qui prennent le rôle de relais. Beaucoup, comme l'association moldave, travaillent actuellement à un recensement précis des réfugiés et de leurs lieux d'accueil.

Le maire de Braga, au Portugal, Ricardo Rio, a ensuite pris la parole.

La ville de Braga recense un peu moins de 200 000 habitants, mais abrite une communauté de 8 000 ukrainiens, ce qui crée une proximité de la ville avec l'Ukraine, malgré la distance physique. La ville accueille des réfugiés ukrainiens, et tente d'assurer aux arrivants les meilleures conditions possibles pour leur permettre une intégration dans le territoire : logement, travail, services publics... Avant tout, il faut subvenir aux besoins des enfants et leur assurer la possibilité de se scolariser. Pour cela, le maire a insisté sur la nécessité d'engager tous les acteurs locaux agissant dans ce domaine.

Kamil Czyż, directeur adjoint de la mairie de Rzeszów, en Pologne, s'est exprimé sur le cas particulier de sa ville et de l'accueil des réfugiés qui s'y est organisé.

La ville se trouve à environ 80 km de la frontière avec l'Ukraine. Depuis le début de la guerre, environ 3 000 personnes arrivent chaque jour à la gare.

Beaucoup de réfugiés cherchent à partir plus à l'ouest, mais un nombre important d'entre eux souhaite en réalité rester à Rzeszów, afin d'être au plus près de l'Ukraine pour rentrer dès que possible. Au pic de la crise, chaque jour près de 100 personnes dormaient dans la gare. La ville a donc mis en place un dortoir qui peut accueillir 500 personnes, ainsi qu'un endroit pour se restaurer et des espaces où les mères peuvent nourrir leur bébé.

Il y a de nombreux bénévoles et employés municipaux qui travaillent quotidiennement à l'accueil des nouveaux arrivants. M. Czyż a également souligné l'importance de la solidarité témoignée par les citoyens et pays européens, qui ont envoyé beaucoup d'aide humanitaire. Au jour de la réunion, la situation s'est un peu calmé et le nombre de réfugiés est moins fort qu'au pic de la crise.

La plus grande difficulté connue par la ville a été la mise en place de la gestion de la crise. En effet, le gouvernement national a voulu organiser le déplacement des réfugiés vers les villes de l'ouest, sans prévoir que certains voudraient rester sur place, ce qui implique tout une organisation. Le défi est également l'intégration des citoyens, car certains resteront sur place. Si la culture commune facilite l'intégration, la langue est une difficulté. Il faut

également fournir des services pour les enfants, les scolariser ou les prendre en charge, afin que les mères puissent travailler.

Il a également affirmé que sans la décision du maire et les actions municipales pour mettre en place un accueil, rien n'aurait été fait par le gouvernement central. La gestion de cet afflux de ces réfugiés repose entièrement sur le travail de la collectivité.

Il a également précisé que selon lui, de nombreuses municipalités sont en désaccord avec les politiques nationales d'immigration et notamment leur différence de traitement entre les réfugiés afghans et ukrainiens.

La maire de Braga, au Portugal, a repris la parole pour affirmer qu'au Portugal aussi, les initiatives sont principalement prises par les collectivités. Il a regretté le manque de coordination, qui pourrait pourtant faciliter la répartition et l'accueil des réfugiés.

Emilia Saiz, Secrétaire Générale de CGLU, a conclu les échanges en introduisant les notions d'humanité et de dignité, qui doivent être au cœur de la gestion des migrations.

CGLU veut amener un changement dans la narration liée aux migrations, puisque c'est un phénomène récurrent et qu'on ne peut stopper. La gestion des migrations doit être basée sur les pratiques et les expériences quotidiennes que vivent les villes qui accueillent.

Elle a affirmé que c'est le rôle de CGLU et de ses membres et partenaires, d'amener ce tournant dans la gestion des migrations par les gouvernements.

On voit que les citoyens s'engagent pour aider à accueillir les réfugiés.

La réponse à l'enjeu migratoire se trouve non pas dans l'accueil temporaire, mais dans l'intégration et le changement de la notion de citoyenneté : assurer que les personnes puissent étudier, travailler, être des citoyens à part entière du territoire. Cela fait partie de la construction de la paix durable : la perception de la mobilité humaine doit évoluer pour rendre compte des réalités vécues, prendre en compte les populations locales pour éviter les tensions.

Elle a conclu en affirmant que le cadre légal doit également évoluer pour accueillir et intégrer les migrants.

Le fonds de solidarité pour l'Ukraine de Cités Unies France : <https://cites-unies-france.org/CUF-Ouverture-d-un-fonds-de-solidarite-pour-l-Ukraine>